



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 07 au 13 juillet 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

- 1.1 Coopération régionale.....2**
-Interview du Hamadi Madi SG de la COI
-Mauritius an important partner for France, says outgoing French Ambassador
- 1.2 Agriculture.....5**
- La plateforme de recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien, PRÉRAD-OI, affiche ses nouvelles ambitions
- 1.3 Sécurité maritime.....7**
-Pollution marine-Renforcement des infrastructures du port d'Ehoata

2. Centres d'Intérêts

- 2.1 Environnement.....8**
- Seychelles ranks 38th on Environment Performance Index
- Project in Seychelles examines if cold water reduces coral bleaching
- 2.2 Santé.....12**
- AFD-Afrique : 1,2 milliards d'euros pour l'initiative "Covid-19 – Santé en commun"

Hamada Madi (secrétaire général de la COI) : « Notre voix est mieux entendue, mieux comprise »



Le Comorien Hamada Madi termine son mandat de secrétaire général de la **Commission de l'océan Indien (COI)** le 15 juillet prochain. Il passera le flambeau la semaine prochaine au Réunionnais Vêlayoudom Marimoutou. Après quatre années à la COI, l'heure est au bilan. « La COI a une voix particulière, elle agit en terres fraternelles et sa voix est, sans doute, mieux entendue, mieux comprise », soutient Hamada Madi.

Lorsque vous avez pris les fonctions de secrétaire général de la COI, vous disiez faire des questions de sécurité la priorité de votre mandat. Pari gagné ?

Je le crois, oui ! J'avais effectivement choisi de placer les questions de sécurité au cœur de mon mandat à la COI. C'est certainement dû à mon parcours au service de l'État comorien, que ce soit à la présidence, à la primature et, plus encore, au ministère de la Défense que j'ai dirigé plusieurs fois. Mais quand j'évoque les questions de sécurité, je vais au-delà de la seule « sécurité sécuritaire ». Je pense à la sécurité climatique, sanitaire, alimentaire, économique. J'ai souhaité mobiliser nos États membres autour des grandes thématiques de notre temps dans le souci de répondre aux préoccupations de nos populations qui aspirent à la sérénité et à l'épanouissement économique et social, tout en respectant les équilibres écologiques.

Sur le front sécuritaire, quels ont été vos principales réalisations ?

Je ne dirais pas les miennes mais les « nôtres ». Mon bilan est celui d'un legs de mes prédécesseurs, et plus particulièrement de mon prédécesseur immédiat, Jean-Claude de l'Estrac qui m'a remis les clés d'une Maison revigorée fourmillant de projets structurants pour le devenir de notre région. Et mon bilan est aussi, bien entendu, le bilan d'un jeu collectif avec les équipes du secrétariat général qui travaillent au quotidien et avec acharnement à l'avancement de la coopération régionale, avec les représentants de nos États membres qui fixent le cap et s'impliquent activement et avec nos partenaires

qui accompagnent notre action, la soutiennent, l'amplifient. Cela dit, sur le front sécuritaire, je pense surtout à la sécurité maritime. La COI, avec le soutien de l'Union européenne à travers le programme MASE et aussi avec l'implication de Maurice qui a occupé deux ans durant la présidence de notre organisation, a réussi le pari de mobiliser les principaux acteurs régionaux et internationaux autour de cette thématique. La sécurité en mer, c'est la sécurisation du commerce, du tourisme, des sociétés, des écosystèmes. Nos pays n'ont pas les moyens, seuls, d'assurer la surveillance et le contrôle de leurs vastes zones maritimes. La coopération est l'un des moyens les plus sûrs d'obtenir des résultats. Concrètement, la COI a créé une architecture de sécurité maritime régionale adaptée aux besoins de nos États. Deux accords régionaux ont été signés par sept États de la région (ndlr : Maurice, Comores, Madagascar, France, Seychelles, Kenya et Djibouti), l'un portant sur l'échange de l'information maritime et l'autre sur la coordination d'actions conjointes en mer. Deux centres régionaux de fusion de l'information maritime à Madagascar et de coordination de l'action en mer aux Seychelles ont été créés et fonctionnent avec des officiers de liaison internationaux. À cela s'ajoute un accompagnement de la COI auprès des États pour qu'ils disposent des capacités minimales de sécurité maritime. Dans le cas de Maurice, la COI a encouragé le développement d'une stratégie nationale et la coordination entre les agences de l'État. [Suite de l'Interview](#)

Mauritius an important partner for France, says outgoing French Ambassador



GIS – 08 July 2020: Mauritius is and will remain an important partner for France in the Indian Ocean region, as well as in dealing with issues in the health sector, the fight against climate change, and safeguarding the environment and biodiversity'. This statement was made by the outgoing Ambassador of France to Mauritius, Mr Emmanuel Cohet, following his farewell call on the Prime Minister, Mr Pravind Kumar Jugnauth, today, at the New Treasury Building, in Port Louis.

Mr Cohet highlighted that his meeting with the Prime Minister was cordial and that discussions focused on different topics. These included the economy, ways in which France can provide support to Mauritius in the current post-Covid-19 period, how the two countries can enhance their collaboration, and regional cooperation between Mauritius, Reunion Island and Mayotte.

In addition, he pointed out that both France and Mauritius are active partners within the **Indian Ocean Commission** and the two countries intend to reinforce their collaboration for the development of the region and enhance ties among all the islands of the Indian Ocean. He also expressed his gratitude and appreciation to all Mauritian partners who work in collaboration with the French Embassy, and to all Mauritians for their warm hospitality.

Furthermore, Mr Cohet recalled that numerous projects have been undertaken between France and Mauritius during the past three years. He likewise highlighted that the deep relationship between both countries transcend the political and economic spheres.

Plus d'infos

- <https://allafrica.com/stories/202007080729.html>
- <https://lejournal.mu/2020/07/08/mauritius-an-important-partner-for-france-says-outgoing-french-ambassador/>

La plateforme de recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien, PRÉRAD-OI, affiche ses nouvelles ambitions

PRÉRAD-OI, la plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien, prépare le déploiement d'un observatoire des agricultures sur plusieurs territoires du sud-ouest de l'océan Indien. Ce nouveau dispositif accompagnera la transformation des exploitations agricoles, en particulier familiales, pour contribuer à la transition agroécologique et répondre aux défis alimentaires, sanitaires et environnementaux auxquels fait face cette partie du monde. La plateforme projette également le développement de nouveaux réseaux scientifiques.

2020 est une année charnière pour la Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien, PRÉRAD-OI. **Structurer la recherche régionale dans le domaine de l'agronomie**, tel était un des premiers objectifs de la plateforme scientifique. Elle a été créée en 2014 sous l'égide de la **Commission de l'océan Indien (COI)** - regroupant Madagascar, les Comores, les Seychelles, l'île Maurice et La Réunion - avec l'appui de La Région Réunion et de l'État. Cette plateforme, animé par le Cirad, **fédère plus d'une cinquantaine de partenaires académiques, institutionnels et associatifs** de la région dans une démarche de développement durable. « *Forts de ce partenariat dans la durée, nous sommes aujourd'hui prêts à passer à une phase plus opérationnelle* », annonce Isabelle Mialet-Serra, chargée de coopération régionale au Cirad à la Réunion, et qui anime et coordonne la plateforme. Une des premières actions concrètes de la plateforme sera, **dès 2021, la mise en place, après une première phase de définition, d'un Observatoire des Agricultures de l'océan Indien (OA-OI).**

L'OA-OI est une déclinaison régionale d'un outil international existant : l'Observatoire des agricultures du monde (OAM), porté par la FAO et dont le Cirad est un partenaire clé. L'OAM a développé une méthodologie éprouvée pour comparer des exploitations agricoles. « *Un outil qui s'applique bien à cette région de l'océan Indien caractérisée par une grande variété de situations agroécologiques, politiques et socio-économiques* », poursuit Isabelle Mialet-Serra. « *Une fois mis en place, l'OA-OI permettra de répondre aux problématiques rencontrées par des actions qui auront un impact sur le terrain, notamment par des choix d'investissements différenciés.* »

Les premiers bénéficiaires de cet outil seront donc les producteurs et leurs filières. Ceux-ci pourront facilement se comparer à des exploitations familiales similaires et ainsi estimer la marge de progrès réalisables. Cet observatoire sera aussi **un outil d'aide à la prise de décision pour les pouvoirs publics** qui pourront orienter leurs politiques en fonction des données recueillies. Finalement, cela leur permettra, ainsi qu'aux agences de développement et aux ONG, de suivre directement l'impact de leurs investissements sur le terrain. Outre les membres de **la COI**, d'autres

territoires de la région s'intéressent déjà à l'OA-OI. Le département de Mayotte et d'autres pays d'Afrique australe, comme le Mozambique, sont susceptibles d'y participer.

Deux nouveaux réseaux scientifiques

Au-delà de ce nouvel outil, la PRÉRAD-OI continue à tisser des liens entre les différents partenaires de la région. La plateforme envisage en effet de développer **deux nouveaux réseaux scientifiques**, en plus des cinq réseaux qu'elle accompagne déjà. « *Le premier s'intéressera à l'utilisation de la biomasse végétale à des fins énergétiques, un enjeu stratégique dans ces territoires particulièrement dépendants des importations d'énergie fossile, précise la coordinatrice de la PRÉRAD-OI. Quant au deuxième réseau, il s'intéressera à la valorisation des résidus organiques dans les sols, dans un but notamment de préservation ou de restauration de leur fertilité.* » À terme, ces deux réseaux contribueront à conduire les exploitations de cette région vers une économie circulaire.

Plus d'infos

<http://outremers360.com/sciences/vers-la-creation-dun-observatoire-des-agricultures-de-locean-indien-par-le-cirad/>

Pollution marine – Renforcement des infrastructures du port d'Ehoala

🕒 7 juillet 2020 👤 Harilalaina Rakotobe 👁 158 Vues 📖 2 minute(s) pour lire

Sécurisation. C'est en ce sens que l'Organe de Lutte contre la Pollution marine (OLEP) vient d'octroyer un matériel de kits anti-pollution à l'endroit du port d'Ehoala à Taolagnaro. Cette dotation rentre dans le cadre du renforcement des infrastructures du port dans la lutte contre une pollution marine accidentelle par hydrocarbure.

« En collaboration avec le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, l'OLEP avait organisé un exercice de simulation grandeur nature de cette pollution marine accidentelle, ou MASE POLMAR, l'année dernière. Plus d'une soixantaine de participants issus de sept pays, à savoir les Comores, Djibouti, France, la Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles et Somalie ont participé à cet événement. La collaboration avec ces nombreux pays s'explique surtout par l'incapacité d'un seul à assurer la sécurité maritime en cas d'accident de ce genre » explique Damy Jean-Baptiste Ratolojanahary, directeur général de l'OLEP.

Ainsi si la pollution marine accidentelle par hydrocarbure est d'une quantité de plus de deux cent tonnes, Madagascar n'arrivera pas à gérer, seul, l'intervention et devrait faire appel aux pays membres de la COI et cela, dans le cadre de deux conventions préalablement signées avec le centre Régional de Fusion des Informations Maritimes et le Centre Régional de coordination des opérations maritimes.



Seychelles ranks 38th on Environment Performance Index



Seychelles ranks first in the Sub-Saharan region and 38th out of 180 countries in environment health

Marks commitment to environment protection, says PS Decommarmond

Seychelles' ranking first in the Sub-Saharan region and 38th out of 180 countries in the Environmental Performance Index, marks the country's commitment and its continuous effort to improve environment protection, nature conservation and waste management.

Principal secretary for environment Alain de Commarmond said this on Thursday in a press meeting at the Botanical House when commenting on the ranking released earlier this week. He said such a score will help the government and policymakers understand if regulations and environmental commitments are working, adding that tracking trends across time, they are able to spot problems and areas of success.

According to the 12th Environment Performance Index (EPI 2020) released by Yale University, Seychelles has performed extremely well, ranking first in the Sub-Saharan region and 38th out of 180 countries, which is an improvement from the 39th position achieved in the 2018 ranking.

Carried out every two years the performance report evaluates the state of the environment globally.

"The EPI is a method of quantifying and numerically marking the environmental performance of 180 countries compiled by researchers at Yale and Columbia universities. It serves as a decision support tool, backing up complex conversations about global policies with real-world data," said PS Decommarmond.

"The ranking also showed the progress from the last 10 years and indicates that Seychelles has managed to climb up by 14 points," PS Decommarmond stated.

When it comes to Africa, Seychelles is ranked number one, but PS Decommarmond pointed out that being top in Africa is great, but the ministry is more interested in the global ranking.

The ranking was done in two dimensions, observing different parameters for environmental health. Firstly sanitation, drinking water, air quality, heavy metals, and waste management were all measured during the evaluation.

PS Decomarmond noted that in general Seychelles performed well in all these dimensions, however the country scored 133 out of 180 in waste management.

“It’s not a surprise to us as everyone is very aware of the challenges that the government is having to make sure that waste is managed effectively, hygiene and waste management is also a shared responsibility for everyone but unfortunately a group in the population is ignorant when it comes to the environment and littering,” PS Decommarmond added.

He continued by saying that the government will have to further improve on the way waste is managed in the country, noting that the majority of people are aware of their actions and keep the environment clean but there is still a long way to go.

“We will have to work harder but hopefully by the next ranking we would have increased our score,” he remarked.

The other dimension in which the ranking was made was in biodiversity where Seychelles scored in the top percentage. The categories in this dimension were protection of biodiversity, habitat, species, and how Seychelles’ biodiversity is measured from the rest of the world in terms of protecting it.

“In this domain we performed really well as the majority of scores were in the top 20 to 30 out of 180, this shows that we are doing really well in this sector and shows how much value Seychelles puts in protecting its biodiversity,” PS Decommarmond stressed.

Project in Seychelles examines if cold water reduces coral bleaching

By: [Salifa Karapetyan](#) Edited by: [Betymie Bonnelame](#)



Evidence gathered gives Hosegood reason to think that cold water flushing the corals could potentially render corals resilient to coral bleaching events. (James, Save Our Seas Foundation)

([Seychelles News Agency](#)) - The **Save Our Seas Foundation** is funding a project seeking to establish if cooler ocean water that might flush coral reefs surrounding one of Seychelles outer islands can reduce the severity of coral bleaching.

Bleaching of coral, a phenomenon where coral turns white or colours fade because of an increase in sea temperature, has escalated in the Seychelles in the past years.

The project called 'Can corals recover at D'Arros Island?' is being carried out in collaboration with **Plymouth University**, under the leadership of oceanographer Phil Hosegood.

Evidence gathered gives Hosegood reason to think that cold water flushing the corals could provide vital relief from rising sea temperatures and potentially render corals resilient to coral bleaching events.

The project summary on the foundation's website states that "previous results have demonstrated that short period temperature fluctuations are responsible for some coral reefs avoiding bleaching but the attribution of these changes in temperature to internal waves is currently lacking."

"From a physical oceanographic perspective, internal waves are well understood but no-one has yet made the clear link with coral reef survival rates."

Through the project, the oceanographer wants to understand whether the ocean's internal waves are indeed bringing cooler water and resupplying bleached surface reefs with new coral larvae from deeper reefs. The results

of his research will help prioritise the most critical reefs to protect and build a framework to monitor them.

Previous data collected in 2012 demonstrate that the slope north of D'Arros is subject to periodic, short-lived reductions in temperature, whilst the coral community remained healthy in the face of warming.



The oceanographer wants to understand whether the ocean's internal waves are indeed cooler water and resupplying bleached surface reefs with new coral larvae from deep (Nicola Foster) Photo License: [All Rights Reserved](#)

"During the same time period, a site at the same depth to the south of St. Joseph exhibited significantly less temperature variability and the corals showed significant signs of bleaching," the project description continues.

St Joseph is part of the **D'Arros group** of islands in the outer islands of the Seychelles archipelago of 115 islands in the western Indian Ocean. The group became an officially protected nature reserve under the Nature Parks and Conservancy Act in July 2014.

Hosegood will deploy oceanographic moorings to track temperature, current flow and particles, which may contain coral larvae, in the water.

"In the Seychelles, we will monitor and analyse the internal wave field around D'Arros and St. Joseph, where we have an unprecedented opportunity to highlight the importance of internal waves to coral health due to prior knowledge of both the coral health and presence of internal waves," states the project description.

AFD-Afrique : 1,2 milliards d'euros pour l'initiative "Covid-19 – Santé en commun"



En juin dernier l'AFD a accordé un appui à l'administration pénitentiaire malgache pour une meilleure protection des détenus face à la pandémie de Covid-19.

Avec l'initiative « Covid-19 – Santé en commun », lancée le 2 avril dernier, l'AFD s'est engagée à mobiliser 1,2 milliard d'euros d'ici à septembre 2020. Trois mois seulement après son lancement, l'initiative a déjà permis de financer 29 projets en réponse à la pandémie de Covid-19, répartis dans 23 pays africains, pour un total de 512 millions d'euros, dont 57 millions d'euros de dons et 455 millions d'euros sous forme de prêts à des États et des banques publiques de développement partenaires de l'AFD.

Team Europe

Cet engagement s'inscrit dans le cadre du programme « *Team Europe* » déployé pour soutenir les pays partenaires dans la lutte contre la pandémie de coronavirus et ses conséquences sanitaires, économiques, sociales et environnementales. Cette initiative a, entre autres objectifs, de soutenir les institutions locales dans la détection de la pandémie. Pour éviter une propagation du virus sur le continent, les premières subventions de l'initiative ont été dédiées à des projets d'équipements de laboratoires, de renforcement de leurs capacités de détection, d'analyse de production de tests peu onéreux etc. Ainsi, 12 millions d'euros ont été accordés à des partenaires reconnus, parmi lesquels [cinq établissements du réseau des Instituts Pasteur](#). Il s'agit également pour l'AFD de participer au financement des plans de riposte des pays sahéliens partenaires et qui s'est concrétisé par un appui de 20 millions d'euros aux plans de riposte en Mauritanie, au Niger, au [Burkina Faso](#) et au Tchad. Ainsi, au Burkina Faso, sept millions d'euros ont été engagés pour permettre au gouvernement burkinabè de répondre à l'urgence sanitaire. L'initiative « Covid-19 – Santé en commun » prévoit, par ailleurs un milliard d'euros de prêts aux gouvernements et banques publiques de développement du continent. Ainsi, au Rwanda, le gouvernement a bénéficié d'un prêt de 40 millions d'euros pour répondre aux besoins de financement des volets sanitaires et sociaux de son plan de réponse à la pandémie.

Choose Africa

Le secteur privé africain qui subit les conséquences économiques de cette pandémie concentre également les appuis de la BAD. Les petites et moyennes entreprises (PME) du continent sont les premières et les plus durement

impactées, alors qu'elles représentent 60 % des emplois formels et contribuent à environ 40 % des PIB nationaux. Le groupe AFD, via sa filiale [Proparco](#), a maintenu son programme « [Choose Africa](#) », lancé en mars 2019, destiné à soutenir les entrepreneurs. Cet engagement contribue à la préservation des emplois et à la participation des entreprises aux économies locales. Des solutions financières ont ainsi été proposées à ses clients, principalement des PME (prêts, garanties, fonds propres et subventions). Au-delà de ce soutien financier, Proparco accompagne ses partenaires en matière de gouvernance, de risques financiers et de protection des emplois dans des secteurs fragilisés par la crise (l'agro-industrie, le tourisme, l'éducation etc.). Ainsi, avec « Choose Africa », Proparco a déjà engagé 1,3 milliard d'euros de financement depuis son lancement. Ce programme a permis de soutenir plus de 5 600 entreprises et de maintenir ou créer plus d'un million d'emplois directs et indirects. Parmi les projets financés en réponse à la pandémie, Proparco a signé en mai un accord de prêt de 10 millions d'euros au groupe Cofina au Sénégal et en Côte d'Ivoire, afin de soutenir l'inclusion financière des PME et du secteur informel.

Banques partenaires

Enfin, le groupe AFD accompagne des banques publiques de développement partenaires, notamment africaines, dans une logique de réponse durable aux crises économique et sociale. La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a par exemple reçu un prêt de 175 millions d'euros pour participer au financement des plans de relance des États-membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Aujourd'hui le volume d'activité de ces institutions représente 2 300 milliards de dollars par an, soit 10 % du montant annuel des investissements dans le monde. Ainsi, les banques publiques de développement sont plus aptes que jamais à favoriser la réconciliation entre les réponses à court terme face aux crises liées à la Covid-19 et les solutions pour un développement durable à long terme. Les banques publiques de développement peuvent favoriser les changements institutionnels et offrir des débouchés économiques indispensables à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). C'est dans cette optique que 450 banques publiques de développement se réuniront pour la première fois à Paris, le 12 novembre prochain, dans le cadre du Sommet « Finance en commun », en marge du Forum de Paris pour la paix.

Recueillis par R.Edmond